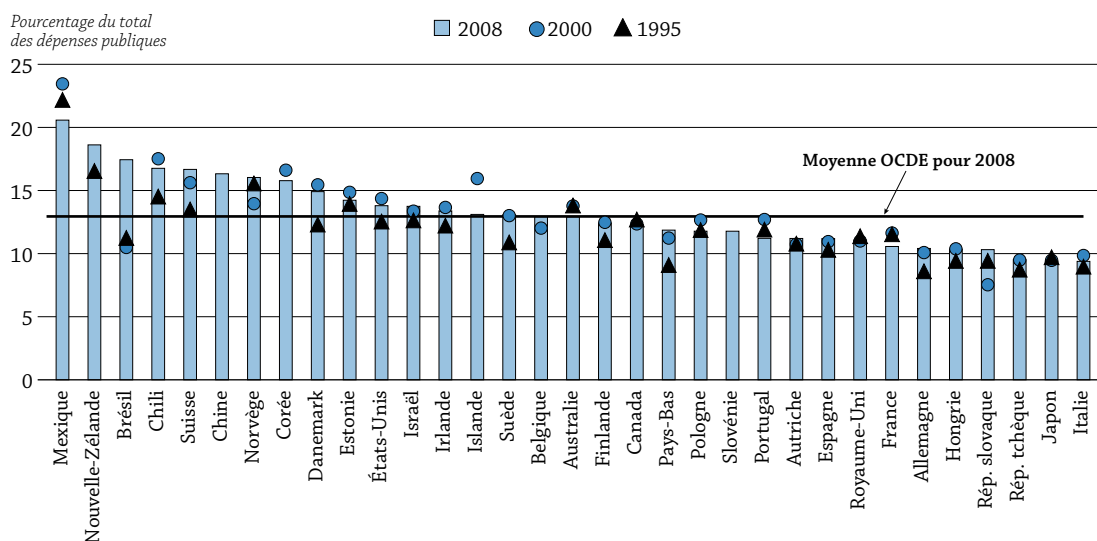


QUEL EST LE MONTANT TOTAL DES DÉPENSES PUBLIQUES D'ÉDUCATION ?

- Les pays de l'OCDE consacrent, en moyenne, 12.9 % de leurs dépenses publiques totales à l'éducation. Cette part varie toutefois sensiblement selon les pays : elle représente moins de 10 % en Italie, au Japon et en République tchèque, mais plus de 20 % au Mexique.
- Le financement public de l'éducation est une priorité sociale, même dans les pays de l'OCDE où l'engagement public est limité dans d'autres domaines. Entre 1995 et 2008, la part de l'éducation dans les dépenses publiques a augmenté dans 20 des 28 pays dont les données pour les deux années sont comparables.
- C'est toutefois entre 1995 et 2000 que les dépenses publiques d'éducation ont le plus progressé en proportion des dépenses publiques totales (de 0.9 point de pourcentage en moyenne dans les pays de l'OCDE). Entre 2000 et 2008, la part de l'éducation dans les dépenses publiques totales a augmenté dans la même mesure que la part consacrée aux autres domaines de l'action publique (de 0.2 point de pourcentage en moyenne dans les pays de l'OCDE).

Graphique B4.1. Dépenses publiques totales d'éducation, en pourcentage du total des dépenses publiques (1995, 2000, 2008)



Les pays sont classés par ordre décroissant des dépenses publiques totales d'éducation, tous niveaux d'enseignement confondus, en pourcentage des dépenses publiques totales en 2008.

Source : OCDE. Données relatives à la Chine : *Bulletin statistique national 2009 sur les dépenses d'éducation*. Tableau B4.1. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2011).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932468020>

Lecture du graphique

Ce graphique présente les dépenses publiques directes au titre des établissements d'enseignement et les aides publiques versées aux ménages (dont les subventions pour frais de subsistance telles que les allocations et les bourses aux élèves/étudiants et aux ménages, et les prêts d'études) et à d'autres entités privées, en pourcentage des dépenses publiques totales, par année. Il convient de rappeler que les compétences et les responsabilités du secteur public varient selon les pays.

■ Contexte

La part de l'éducation dans l'ensemble des dépenses publiques donne des indications sur la priorité que les gouvernements accordent à l'éducation par comparaison avec d'autres domaines de l'action publique, tels que la santé, la sécurité sociale, la défense et la sécurité. Si les bénéficiaires publics d'un service sont supérieurs à ses bénéficiaires privés, les marchés risquent de ne pas pouvoir

fournir ce service de manière adéquate à eux seuls. L'implication des pouvoirs publics peut alors se révéler nécessaire. L'éducation est un domaine dans lequel les pouvoirs publics de tous les pays interviennent pour financer ou orienter l'offre de services. Étant donné que rien ne garantit que le secteur privé offre aux individus un accès équitable à l'éducation, le financement public permet d'assurer que l'éducation n'est pas hors de portée de certains membres de la société.

■ **Autres faits marquants**

- En moyenne, dans les pays de l'OCDE, **les dépenses publiques au titre de l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire représentent environ le triple de celles au titre de l'enseignement tertiaire.**
- **Que la part de dépenses publiques soit plus élevée aux niveaux inférieurs à l'enseignement tertiaire s'explique essentiellement par une scolarisation quasi universelle à ces niveaux,** mais aussi par une contribution privée généralement plus élevée dans l'enseignement tertiaire. Ce coefficient varie selon les pays : il est inférieur ou égal à 2 au Canada, en Finlande et en Norvège, mais égal ou supérieur à 5 au Chili, en Corée et au Royaume-Uni, ce qui reflète la part relativement élevée de l'investissement privé dans l'enseignement tertiaire dans ces pays.
- Dans les pays de l'OCDE, **les dépenses publiques sont plus décentralisées au titre de l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire qu'au titre de l'enseignement tertiaire.** En moyenne, le budget de l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire est financé à hauteur de 50 % environ par le gouvernement central plutôt que par les exécutifs régionaux ou locaux, un pourcentage qui s'établit à 84 % dans l'enseignement tertiaire.
- De plus, **les transferts du gouvernement central vers les exécutifs régionaux ou locaux** sont plus élevés dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire que dans l'enseignement tertiaire. Le budget public de l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire est financé à hauteur de 44 % par des exécutifs locaux ou régionaux après transferts entre les niveaux de l'exécutif, contre moins de 30 % avant ces transferts. Dans l'enseignement tertiaire, les exécutifs régionaux ou locaux interviennent à raison de moins de 3 % dans le budget public, avant et après transferts entre les niveaux d'exécutif.

■ **Tendances**

Depuis 1995 et surtout depuis la récente crise économique et financière, la plupart des pays ont redoublé leurs efforts pour assainir leurs finances publiques. L'éducation a donc dû rivaliser avec de nombreux autres domaines financés par les pouvoirs publics en ce qui concerne la répartition des fonds publics disponibles.

Entre 1995 et 2008, **les dépenses publiques d'éducation ont pris une part croissante des dépenses publiques totales** dans la plupart des pays de l'OCDE, et ont crû à un rythme aussi rapide que le PIB, en moyenne, dans les pays de l'OCDE. Les priorités budgétaires ont sensiblement évolué en faveur de l'éducation en Allemagne, au Brésil, au Danemark, aux Pays-Bas, en Suède et en Suisse, où le budget public de l'éducation a augmenté de plus de 20 %.

Analyse

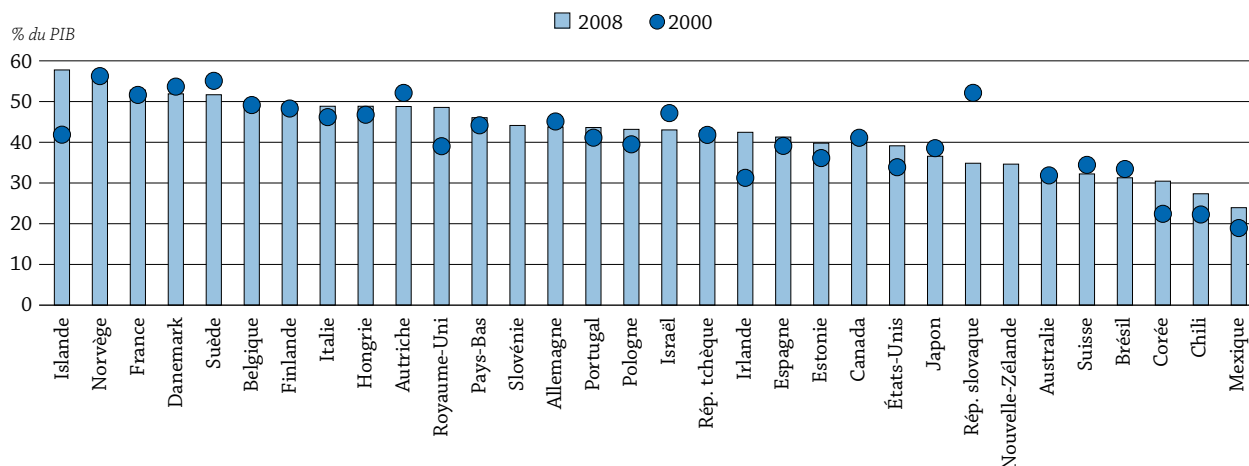
Investissement public global dans l'éducation

La part de l'éducation dans les dépenses publiques totales varie sensiblement selon les pays : elle ne représente pas plus de 10 % en Italie, au Japon et en République tchèque, mais passe la barre des 20 % au Mexique (voir le graphique B4.1). À l'instar du rapport entre les dépenses d'éducation et le PIB par habitant, ces valeurs doivent être interprétées à la lumière des effectifs d'élèves/étudiants et des taux de scolarisation.

La part du financement public aux divers niveaux d'enseignement varie largement selon les pays de l'OCDE. En 2008, les pays ont consacré une part de leurs dépenses publiques totales comprise entre 6.1 % (en République tchèque) et 13.6 % (au Mexique) à l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire, et variant entre 1.7 % (en Italie et au Royaume-Uni) et 5.5 % (en Nouvelle-Zélande) à l'enseignement tertiaire. Dans les pays de l'OCDE, le budget public de l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire représente, en moyenne, près du triple de celui de l'enseignement tertiaire, ce qui s'explique principalement par les taux de scolarisation (voir l'indicateur C1) et la structure démographique, ou par des dépenses privées généralement plus élevées dans l'enseignement tertiaire (voir le tableau B4.1).

La part de l'éducation dans l'ensemble des dépenses publiques doit aussi être étudiée à la lumière de la taille relative des budgets publics (c'est-à-dire en pourcentage du PIB). Il ressort de la comparaison entre les budgets publics en pourcentage du PIB et la part des dépenses publiques consacrée à l'éducation que même les pays qui accusent des niveaux assez faibles de dépenses publiques accordent une grande priorité à l'éducation. Au Brésil, au Chili, au Mexique, en Nouvelle-Zélande et en Suisse, la part de l'éducation dans les dépenses publiques figure ainsi parmi les plus élevées (voir le graphique B4.1). Pourtant, les dépenses publiques totales ne représentent qu'une part relativement faible du PIB dans ces pays (voir le graphique B4.2).


Graphique B4.2. Total des dépenses publiques, tous services confondus, en pourcentage du PIB (2000, 2008)



Remarque : ce graphique présente les dépenses publiques tous services confondus et pas uniquement les dépenses publiques d'éducation.

Les pays sont classés par ordre décroissant des dépenses publiques totales en pourcentage du PIB en 2008.

Source : OCDE. Annexe 2. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2011).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932468039>

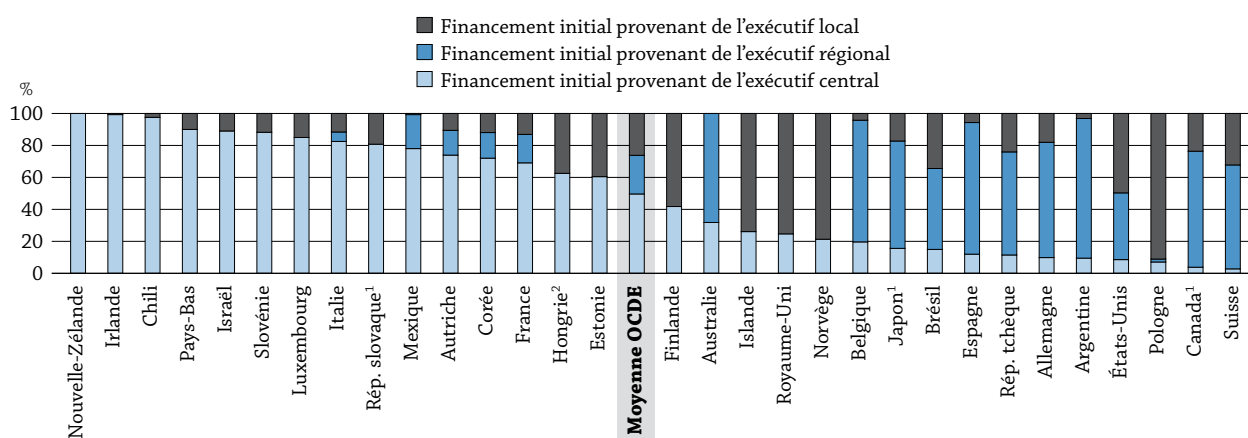
Malgré l'absence de tendances nettes, certains éléments donnent à penser que les pays où les dépenses publiques sont élevées consacrent généralement une partie moindre de leur budget à l'éducation : parmi les dix pays affichant les dépenses publiques totales les plus élevées (en proportion du PIB), un seul, le Danemark, compte au nombre des dix pays qui consacrent la plus grande part de leurs dépenses publiques à l'éducation (voir les graphiques B4.1 et B4.2).

Entre 1995 et 2008, les dépenses publiques d'éducation ont augmenté en valeur absolue dans 20 des 28 pays dont les données sont comparables et ont aussi progressé légèrement en pourcentage du PIB, en moyenne, dans ces 28 pays. Bien que le processus de consolidation budgétaire n'ait épargné aucun domaine de l'action publique – en particulier depuis 2000 –, la part de l'éducation dans les budgets publics est passée de 11.8 % en 1995 à 12.9 % en 2009, en moyenne, dans les pays de l'OCDE. Les augmentations relatives les plus fortes durant cette période s'observent en Allemagne (de 8.6 % à 10.4 %), au Brésil (de 11.2 % à 17.4 %), au Danemark (de 12.3 % à 14.9 %), aux Pays-Bas (de 9.1 % à 11.9 %), en Suède (de 10.9 % à 13.1 %) et en Suisse (de 13.5 % à 16.7 %).

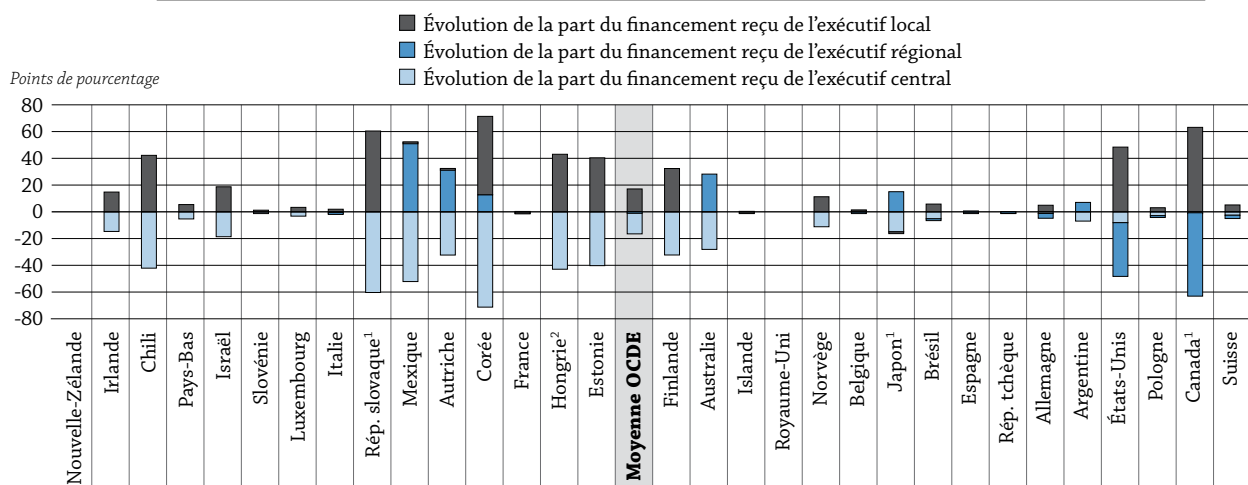
Sources du financement public de l'éducation

Dans les pays de l'OCDE, les dépenses publiques sont dans l'ensemble plus décentralisées au titre de l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire qu'au titre de l'enseignement tertiaire.

Graphique B4.3. Répartition (en pourcentage) de la provenance initiale du financement public de l'éducation selon les niveaux de l'exécutif pour l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire (2008)



Évolution (en points de pourcentage) de la part du financement de l'éducation reçu selon le niveau de l'exécutif entre les destinataires initiaux et finaux des ressources d'éducation, pour l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire (2008)



1. Certains niveaux d'enseignement se confondent. Pour plus de détails, voir le code « x » dans le tableau B1.1a.

2. Les financements provenant de l'exécutif central incluent les financements provenant de l'exécutif régional.

Les pays sont classés par ordre décroissant de la part du financement initial provenant de l'exécutif central.

Source : OCDE. Données relatives à l'Argentine : Institut de statistique de l'UNESCO (Programme des indicateurs de l'éducation dans le monde). Tableau B4.2. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2011).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932468058>

En moyenne, le budget public de l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire est financé à hauteur de 50 % par le gouvernement central plutôt que par les exécutifs régionaux ou locaux, alors qu'il l'est à hauteur de 84 % dans l'enseignement tertiaire. De plus, les transferts du gouvernement central vers les exécutifs régionaux ou locaux sont plus élevés dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire que dans l'enseignement tertiaire, ce qui ajoute à la variation contrastée de la décentralisation entre les niveaux d'enseignement. Le budget public de l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire est financé à hauteur de 44 % par des exécutifs locaux ou régionaux après transferts entre les niveaux de l'exécutif, contre moins de 30 % avant ces transferts (dans l'enseignement tertiaire, les exécutifs régionaux ou locaux interviennent à raison de moins de 3 % dans le budget public, avant et après transferts entre les niveaux de l'exécutif). Le système de financement n'est totalement centralisé aux niveaux inférieurs à l'enseignement tertiaire qu'en Nouvelle-Zélande, alors qu'il l'est dans l'enseignement tertiaire dans six pays (en Islande, en Norvège, en Nouvelle-Zélande, aux Pays-Bas, en République slovaque et au Royaume-Uni (voir le tableau B4.2 et le tableau B4.3 disponible en ligne).

Toutefois, dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire, le degré de décentralisation du financement varie fortement entre les pays. Le financement public de l'éducation est, par exemple, assuré intégralement par l'exécutif central en Nouvelle-Zélande (avant et après les transferts entre les niveaux d'exécutif), alors qu'il ne l'est qu'à hauteur de moins de 3 % en Suisse.

Par ailleurs, l'ampleur des transferts publics entre les niveaux de l'exécutif varie sensiblement entre les pays. En Autriche, au Chili, en Corée, en Estonie, en Hongrie, au Mexique et en République slovaque, plus de 60 % des fonds publics proviennent de l'exécutif central avant transferts, mais les transferts de l'exécutif central vers les exécutifs régionaux ou locaux représentent plus de 30 points de pourcentage. Dans ces pays, les fonds publics de l'exécutif central représentent, après transferts, 20 % au plus des fonds publics en Estonie, en Hongrie et en République slovaque, et moins de 1 % en Corée (voir le graphique B4.3).

Définitions

Les **dépenses publiques au titre de l'éducation** incluent les dépenses au titre des établissements d'enseignement et les subventions au titre des frais de subsistance et autres dépenses privées en dehors des établissements d'enseignement. Elles incluent aussi les dépenses d'éducation de toutes les entités publiques, dont les ministères autres que le ministère de l'Éducation, les exécutifs locaux et régionaux, et les autres instances publiques. Le mode d'affectation des budgets publics de l'éducation varie selon les pays de l'OCDE. Les ressources publiques peuvent être allouées aux établissements d'enseignement soit directement, soit indirectement par l'intermédiaire des ménages ou au travers de programmes gouvernementaux. Elles peuvent aussi être limitées à l'acquisition de services d'éducation ou être destinées au financement des frais de subsistance des élèves/étudiants.

Les sources publiques de financement de l'éducation (exception faite des sources internationales) se répartissent en trois catégories : le gouvernement central (national), les exécutifs régionaux (États, provinces, *Land*, etc.) et les exécutifs locaux (municipalités, districts, communes, etc.). Les adjectifs « régional » et « local » désignent les exécutifs dont les compétences sont limitées à un territoire administratif dans un pays. Ils ne s'appliquent pas à des instances dont les compétences ne sont pas limitées de manière géographique, mais sont définis en termes de services, de fonctions ou de catégories d'élèves/étudiants.

Les **dépenses publiques totales** correspondent à la somme des dépenses non remboursables (dépenses de fonctionnement et dépenses en capital) à tous les niveaux de l'exécutif (central, régional et local). Elles incluent les dépenses publiques directes au titre des établissements d'enseignement ainsi que les aides publiques aux ménages (par exemple, bourses et prêts d'étude, subventions au titre des frais de subsistance et des frais de scolarité) et à d'autres entités privées au titre de l'éducation (par exemple, subventions aux entreprises privées ou aux organisations syndicales au titre de la formation sous contrat d'apprentissage).

Méthodologie

Les données se rapportent à l'année budgétaire 2008 et proviennent de l'exercice UOE de collecte de données statistiques sur l'éducation réalisé par l'OCDE en 2010 (pour plus de précisions, voir l'annexe 3 www.oecd.org/edu/eag2011).

Les dépenses publiques totales proviennent de la *Base de données de l'OCDE sur les comptes nationaux* (voir l'annexe 2) et sont établies en fonction du Système de comptabilité nationale de 1993.

Les dépenses d'éducation des pays sont rapportées en pourcentage de leurs dépenses publiques totales et en pourcentage de leur PIB.

Les dépenses au titre du service de la dette (remboursements afférents à la dette publique) sont incluses dans les dépenses publiques totales, mais sont exclues des dépenses publiques d'éducation, car certains pays sont dans l'impossibilité de faire la distinction entre les intérêts dus pour l'éducation et les intérêts dus pour les autres services. Par voie de conséquence, les dépenses publiques d'éducation en pourcentage des dépenses publiques totales peuvent être sous-estimées dans les pays où le service de la dette représente une partie importante des dépenses publiques totales tous domaines confondus.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Références

D'autres documents en rapport avec cet indicateur sont disponibles en ligne :



- **Tableau B4.3. Provenance du financement public de l'enseignement tertiaire, avant et après transferts, selon les niveaux de l'exécutif (2008)**
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932470870>
- **Tableau B4.4. Répartition du total des dépenses publiques d'éducation (2008)**
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932470889>

Tableau B4.1. **Total des dépenses publiques d'éducation (1995, 2000, 2008)**

Dépenses publiques directes au titre des établissements d'enseignement et aides publiques aux ménages¹ et à d'autres entités privées, en pourcentage du total des dépenses publiques et en pourcentage du PIB, selon le niveau d'enseignement et l'année

	Dépenses publiques ¹ d'éducation, en pourcentage du total des dépenses publiques					Dépenses publiques ¹ d'éducation, en pourcentage du PIB				
	2008			2000	1995	2008			2000	1995
	Primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire	Tertiaire	Tous niveaux d'enseignement confondus	Tous niveaux d'enseignement confondus	Tous niveaux d'enseignement confondus	Primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire	Tertiaire	Tous niveaux d'enseignement confondus	Tous niveaux d'enseignement confondus	Tous niveaux d'enseignement confondus
OCDE										
Australie	9.7	3.0	12.9	13.8	13.8	3.1	1.0	4.2	4.4	4.8
Autriche	7.2	3.0	11.2	10.7	10.8	3.5	1.5	5.5	5.6	6.1
Belgique	8.7	2.8	12.9	12.0	m	4.3	1.4	6.5	5.9	m
Canada ^{2, 3}	7.8	4.5	12.3	12.4	12.7	3.2	1.7	4.9	5.1	6.2
Chili ⁴	12.3	2.2	16.8	17.5	14.5	3.3	0.7	4.6	3.9	2.7
Rép. tchèque	6.1	2.3	9.5	9.5	8.7	2.6	1.0	4.1	4.0	4.8
Danemark ³	8.9	4.2	14.9	15.4	12.3	4.6	2.2	7.7	8.3	7.3
Estonie	10.0	2.8	14.2	14.8	13.9	4.0	1.1	5.7	5.4	5.8
Finlande	7.9	3.9	12.4	12.5	11.1	3.9	1.9	6.1	6.0	6.8
France	7.0	2.3	10.6	11.6	11.5	3.7	1.2	5.6	6.0	6.3
Allemagne	6.5	2.8	10.4	10.1	8.6	2.8	1.2	4.6	4.5	4.7
Grèce	m	m	m	7.3	5.6	m	m	m	3.4	2.6
Hongrie	6.3	2.1	10.4	10.4	9.4	3.1	1.0	5.1	4.9	5.2
Islande	8.6	2.6	13.1	15.9	m	4.9	1.5	7.6	6.7	m
Irlande	10.3	3.1	13.4	13.7	12.2	4.4	1.3	5.7	4.3	5.0
Israël	9.2	2.2	13.7	13.4	12.6	4.0	0.9	5.9	6.3	6.5
Italie	6.7	1.7	9.4	9.8	9.0	3.2	0.8	4.6	4.5	4.7
Japon ³	6.8	1.8	9.4	9.5	9.7	2.5	0.6	3.4	3.6	3.6
Corée	11.0	2.2	15.8	16.6	m	3.4	0.7	4.8	3.7	m
Luxembourg	7.6	m	m	m	m	2.8	m	m	m	m
Mexique	13.6	3.9	20.6	23.4	22.2	3.2	0.9	4.9	4.4	4.2
Pays-Bas	7.7	3.3	11.9	11.2	9.1	3.6	1.5	5.5	5.0	5.1
Nouvelle-Zélande	11.8	5.5	18.6	m	16.5	4.1	1.9	6.4	6.7	5.6
Norvège	9.6	5.1	16.0	14.0	15.6	5.4	2.9	9.0	7.8	9.3
Pologne	8.0	2.4	11.8	12.7	11.9	3.5	1.0	5.1	5.0	5.2
Portugal	7.9	2.2	11.2	12.7	11.9	3.5	0.9	4.9	5.2	4.9
Rép. slovaque ³	6.6	2.2	10.3	7.5	9.4	2.3	0.8	3.6	3.9	4.6
Slovénie	7.9	2.7	11.8	m	m	3.5	1.2	5.2	m	m
Espagne	7.1	2.6	11.2	10.9	10.3	2.9	1.1	4.6	4.3	4.6
Suède	8.3	3.5	13.1	13.0	10.9	4.3	1.8	6.8	7.2	7.1
Suisse	11.8	4.0	16.7	15.6	13.5	3.8	1.3	5.4	5.4	5.7
Turquie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Royaume-Uni	8.7	1.7	11.1	11.0	11.4	4.2	0.8	5.4	4.3	5.0
États-Unis	9.7	3.2	13.8	14.4	12.5	3.8	1.3	5.4	4.9	4.7
Moyenne OCDE	8.7	3.0	12.9	12.7	11.8	3.6	1.3	5.4	5.2	5.3
Moyenne UE21	7.8	2.7	11.7	12.8	10.4	3.5	1.3	5.4	5.1	5.3
Autres G20										
Argentine	m	m	m	m	m	4.0	1.0	5.4	m	m
Brésil	13.3	2.8	17.4	10.5	11.2	4.2	0.9	5.5	3.5	3.9
Chine	m	m	16.3	m	m	m	m	3.3	m	m
Inde	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Indonésie ²	m	m	m	m	m	3.2	0.3	3.5	m	m
Féd. de Russie	m	m	m	10.6	m	2.0	0.9	4.1	2.9	m
Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Afrique du Sud	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Moyenne G20	m	m	13.3	m	m	m	m	4.6	m	m

1. Dans ce tableau, les dépenses publiques comprennent les aides publiques accordées aux ménages pour leurs frais de subsistance (allocations et bourses aux élèves/étudiants et aux ménages, et prêts d'études), qui ne sont pas affectées aux établissements d'enseignement. C'est la raison pour laquelle les chiffres sur les dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement présentés ici sont plus élevés que ceux du tableau B2.3.

2. Année de référence : 2007 (et non 2008).

3. Certains niveaux d'enseignement se confondent. Pour plus de détails, voir le code « x » dans le tableau B1.1a.

4. Année de référence : 2009 (et non 2008).

Source : OCDE. Données relatives à l'Argentine et l'Indonésie : Institut de statistique de l'UNESCO (Programme des indicateurs de l'éducation dans le monde). Données relatives à la Chine : *Bulletin statistique national 2009 sur les dépenses d'éducation*. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2011).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932470832>

Tableau B4.2. Provenance du financement public de l'éducation, avant et après transferts, selon les niveaux de l'exécutif pour l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire (2008)

	Financement initial (avant les transferts entre les différents niveaux de l'exécutif)				Financement définitif (après les transferts entre les différents niveaux de l'exécutif)			
	Central	Régional	Local	Total	Central	Régional	Local	Total
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
OCDE								
Australie	31.8	68.2	m	100.0	3.7	96.3	m	100.0
Autriche	73.9	15.5	10.6	100.0	41.6	47.5	10.9	100.0
Belgique	19.7	76.1	4.2	100.0	20.9	74.9	4.2	100.0
Canada ^{1,2}	3.8	72.6	23.6	100.0	3.0	10.3	86.7	100.0
Chili ³	97.6	a	2.4	100.0	55.4	a	44.6	100.0
Rép. tchèque	11.5	64.5	24.0	100.0	11.4	64.5	24.0	100.0
Danemark ²	m	m	m	100.0	42.4	n	57.6	100.0
Estonie	60.5	a	39.5	100.0	20.2	a	79.8	100.0
Finlande	41.8	a	58.2	100.0	9.5	a	90.5	100.0
France	69.1	17.8	13.1	100.0	68.9	18.0	13.0	100.0
Allemagne	9.8	72.1	18.0	100.0	8.6	68.5	22.9	100.0
Grèce	m	m	m	m	m	m	m	m
Hongrie	62.5	x(3)	37.5	100.0	19.6	x(7)	80.4	100.0
Islande	26.1	a	73.9	100.0	25.8	a	74.2	100.0
Irlande	99.5	a	0.5	100.0	84.8	a	15.2	100.0
Israël	89.0	a	11.0	100.0	70.4	a	29.6	100.0
Italie	82.5	5.9	11.6	100.0	81.9	4.7	13.5	100.0
Japon ²	15.6	67.1	17.2	100.0	0.6	82.1	17.2	100.0
Corée	72.0	16.0	11.9	100.0	0.7	28.7	70.5	100.0
Luxembourg	85.0	a	15.0	100.0	81.7	a	18.3	100.0
Mexique	78.0	21.8	0.2	100.0	25.8	73.8	0.4	100.0
Pays-Bas	90.0	n	10.0	100.0	84.6	n	15.4	100.0
Nouvelle-Zélande	100.0	n	n	100.0	100.0	n	n	100.0
Norvège	21.3	n	78.7	100.0	10.1	n	89.9	100.0
Pologne	7.1	1.8	91.1	100.0	4.1	1.8	94.1	100.0
Portugal	m	m	m	m	m	m	m	m
Rép. slovaque ²	80.8	a	19.2	100.0	20.4	a	79.6	100.0
Slovénie	88.2	a	11.8	100.0	87.1	a	12.9	100.0
Espagne	12.0	82.3	5.7	100.0	11.4	82.9	5.7	100.0
Suède	m	m	m	m	m	m	m	m
Suisse	2.8	65.0	32.2	100.0	0.2	62.5	37.3	100.0
Turquie	m	m	m	m	m	m	m	m
Royaume-Uni	24.7	a	75.3	100.0	24.7	a	75.3	100.0
États-Unis	8.6	41.8	49.7	100.0	0.4	1.6	98.0	100.0
Moyenne OCDE	50.5	24.6	26.7	100.0	34.0	24.8	43.5	100.0
Moyenne UE21	54.0	21.0	26.2	100.0	40.2	21.3	39.6	100.0
Autres G20								
Argentine	9.5	87.4	3.1	100.0	2.5	94.3	3.1	100.0
Brésil	15.0	50.6	34.4	100.0	9.7	50.1	40.2	100.0
Chine	m	m	m	m	m	m	m	m
Inde	m	m	m	m	m	m	m	m
Indonésie	m	m	m	m	m	m	m	m
Féd. de Russie	m	m	m	m	3.0	30.4	66.6	100.0
Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m
Afrique du Sud	m	m	m	m	m	m	m	m


1. Année de référence : 2007.

2. Certains niveaux d'enseignement se confondent. Pour plus de détails, voir le code « x » dans le tableau B1.1a.

3. Année de référence : 2009.

 Source : OCDE. Données relatives à l'Argentine : Institut de statistique de l'UNESCO (Programme des indicateurs de l'éducation dans le monde). Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2011).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932470851>

B4